CORNELL, Paul G., HAMELIN, Jean, OUELLET, Fernand, TRUDEL, Marcel, *Canada — Unity in Diversity*. Introduction by William Kilbourn. Holt, Rinehart and Winston of Canada, Limited, 1967. 529 p., ill., index ;

CORNELL, Paul G., HAMELIN, Jean, OUELLET, Fernand, TRUDEL, Marcel, *Canada — Unité et diversité*. Avant-propos par Marcel Trudel. Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968. 578 p., ill., index.

Jean Blain, Jean-Pierre Wallot et René Durocher

Volume 22, numéro 3, décembre 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302803ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302803ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Blain, J., Wallot, J.-P. & Durocher, R. (1968). Compte rendu de [CORNELL, Paul G., HAMELIN, Jean, OUELLET, Fernand, TRUDEL, Marcel, *Canada — Unity in Diversity*. Introduction by William Kilbourn. Holt, Rinehart and Winston of Canada, Limited, 1967. 529 p., ill., index ; / CORNELL, Paul G., HAMELIN, Jean, OUELLET, Fernand, TRUDEL, Marcel, *Canada — Unité et diversité*.

Avant-propos par Marcel Trudel. Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968. 578 p., ill., index.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(3), 450–466.

<https://doi.org/10.7202/302803ar>

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

CORNELL [Paul G.] — HAMELIN [Jean] — OUELLET [Fernand] — TRUDEL [Marcel], *Canada — Unity in Diversity*. Introduction by William Kilbourn. Holt, Rinehart and Winston of Canada, Limited, 1967. 529 pages, ill., index.

IDEM, *Canada — Unité et diversité*. Avant-propos par Marcel Trudel. Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968. 578 pages, ill., index.

Commentaire critique rédigé par MM. JEAN BLAIN,
JEAN-PIERRE WALLOT et RENÉ DUROCHER

Introduction

Le titre même de ce volume dans sa version anglaise implique une option politique.¹ La préface de l'édition anglaise semble confirmer cette impression: enfin, quatre historiens auraient conçu "l'histoire unique" d'un Canada uni et divers. Heureusement, il n'en est rien. "L'histoire des historiens", reflet d'ailleurs d'une diversité inévitable d'interprétations selon les milieux, est sauve. Tant par leurs méthodes d'approche (insistance sur la chronologie ou l'événementiel, avec peu de grandes théories, chez

¹ L'un des auteurs, Fernand Ouellet, dans une phrase malheureuse, accuse "l'école de Montréal" — il y a en fait des divergences profondes entre les professeurs Séguin, Brunet et Frégault — de mettre "l'histoire... au service d'une cause politique". Accuse-t-on Ouellet de politiser l'histoire parce que les Canadiens anglais utilisent son interprétation pour justifier notre infériorité et le fédéralisme tel qu'ils le conçoivent? (Fernand Ouellet, *La recherche historique au Canada français*, in Louis Beaudoin, éd. *La Recherche au Canada français* (Montréal, 1968), 96).

Trudel et Cornell, exposition d'une thèse globalisante chez Ouellet) que par la diversité de leurs interprétations (les Canadiens du Régime français vus par Trudel, des colons dynamiques dans une société originale, différente de la métropole, remarquable par la mobilité sociale et l'absence de privilèges, consciente d'elle-même, différent notablement de ceux que Ouellet évoque pour étayer sa thèse: société d'Ancien Régime, hiérarchie terrienne, non capitaliste) les auteurs aboutent quatre exposés bien distincts, parfois contradictoires, aussi divers que la réalité qu'ils scrutent. Et c'est peut-être là, au fond, l'intérêt fondamental du livre: cette diversité d'interprétations, de méthodes et l'approche régionale. Celle-ci, malgré certains inconvénients (danger de confusion, difficulté des joints entre les chapitres, etc.), permet de rassembler dans un chapitre distinct les principaux renseignements concernant telle ou telle région. Trop souvent, dans les autres histoires en un seul volume, ces faits sont dilués dans la trame générale d'une histoire plus globale. Par ailleurs, la diversité des méthodes et les brisures entre les parties rendent la lecture parfois difficile. Enfin, les cartes, particulièrement bien faites, les illustrations et les extraits de documents essentiels agrémentent la lecture.

Il faut regretter et même s'étonner que la "version" française ne comporte pas l'introduction par W. Kilbourn parue dans l'édition anglaise. Celle-ci, en effet, semble illustrer la pensée des éditeurs à propos de l'"unité". Kilbourn avoue candidement que l'histoire du Canada, c'est d'abord celle de la domination de l'Ontario et du "British Montreal" sur le reste du pays. Du même souffle, il se réjouit que les quatre auteurs ne voient rien de tragique à la Conquête ! N'est-ce pas là d'ailleurs la raison de leur choix et de leur collaboration ? Par contre, Trudel se montre beaucoup plus prudent, à ce propos, et conclut sur une note de recherche plutôt que de certitude. Il échappe à Kilbourn des naïvetés révélatrices: v.g. la chance qu'ont eue les Canadiens au Québec d'avoir reçu "graciously... equal rights with the English Canadian bosses and merchants" ! Du même coup, c'est avouer implicitement qu'il ne peut y avoir d'histoire unique au Canada, indépendamment des tempéraments des historiens eux-mêmes. Il y aurait beaucoup à dire également à propos de son choix délibéré d'un texte non-historique de Groulx, de ses classifications de Canadiens français en "écoles", Séguin n'est pas un disciple de Groulx, de son ignorance des luttes nationalistes et autonomistes très dures, sous Duplessis, de sa conception de l'histoire, etc.

J.-P. W.

— I —

LA NOUVELLE FRANCE... ET SON LEGS
DE MARCEL TRUDEL À FERNAND OUELLET

Dans cet ouvrage curieusement *divers*, la partie consacrée à la Nouvelle-France et dont Marcel Trudel est responsable nous est mieux connue grâce à la parution quasi simultanée de son *Initiation à la Nouvelle-France* publiée chez le même éditeur et dont les cent premières pages d'*Unité et Diversité* sortent visiblement en droite ligne. Il est à regretter qu'elles en offrent une image mutilée plutôt que harmonieusement réduite. On a en effet utilisé ici le pot de colle en lieu et place de l'esprit de synthèse. Des paragraphes entiers de l'ouvrage-mère s'y retrouvent mais comme il fallait réduire de beaucoup (et peut-être à la hâte), on a tout bonnement laissé tomber les passages que l'on jugeait moins importants. Résultat général: on a rendu la Nouvelle-France moins digestible à des non-initiés: car si des coupures pouvaient se justifier qui concernaient des explications ajoutant peu de lumière à l'essentiel, il s'est trouvé que des paragraphes plus éclairants ont pris le chemin de la corbeille à papier. Voir par exemple le traitement de hachoir qu'on a fait subir à la vie économique dans la partie *Institutions*.

Ceci dit (et en se référant plutôt à la matrice que constitue l'*Initiation à la Nouvelle-France*), il faut admettre que Marcel Trudel excelle dans le bilan provisoire. C'est peut-être qu'il souffre moins que d'autres du prurit de l'explication définitive. Pour lui, ce qui compte d'abord c'est l'inventaire de l'acquis dont il faut soigneusement sonder l'exactitude. Ce souci, on le retrouve dans toutes ses œuvres, y compris les pages dont il est question ici. Mais souci n'est pas assurance. On peut présumer que, dans le cas qui nous occupe, celle-ci décroît à mesure que l'on s'approche du XVIII^e siècle. C'est que Trudel produit une synthèse au moment où il est en plein travail de retour aux sources, travail dont les premiers volumes de l'*Histoire de la Nouvelle-France* (*Les vaines tentatives* et *Le comptoir*) sont les résultats immédiats. Si donc la période des origines à 1627 repose sur une revision systématique de la documentation, on ne peut en dire autant des périodes qui suivent, pour lesquelles, cependant, la prudence et l'expérience de Marcel Trudel tiennent lieu de garanties provisoires suffisantes.

Mais il faut quand même charpenter les données historiques. Pour ce, Trudel utilise les deux procédés de la structure chrono-

logique et de la structure institutionnelle. Le premier est classique. Trudel s'y montre peu inventif, se contentant de reprendre l'armature, les charnières, les explications-clefs de ses devanciers. La Nouvelle-France est cette terre malheureuse, marquée d'essais infructueux de colonisation et de faux départs, qui bénéficie pour un temps de l'attention de la métropole, mais que les contraintes du mercantilisme écrasent, qui n'en finit plus de s'agrandir et succombe en dernier lieu aux attaques de la colonisation rivale. Le tout est soumis à un équilibre fort discutable où l'attention portée aux mécanismes de développement colonial se laisse aisément distraire dès que l'on sort de la période de Talon, où le XVIII^e siècle intérieur disparaît sous l'hypertrophie des phénomènes de résistance et de conquête, sans que l'on sache trop bien ce qui résiste et ce qui est conquis.

Non seulement l'ensemble reflète-t-il les faiblesses de notre historiographie (manque de données socio-économiques pour toute la période française, ignorance de la politique coloniale à la fin du XVII^e et pendant le XVIII^e siècle), mais encore on peut se demander si l'acquis dûment vérifié par Trudel n'autorise pas une interprétation qui puisse se dégager de l'influence des postulats relatifs à un idéal de colonisation qu'on n'a jamais cessé de nous seriner depuis Lescarbot et qui a le tort de masquer ou de gauchir une réalité moins glorieuse que la colonie bien ancrée, fortement peuplée et solidement structurée pour laquelle certains penseurs coloniaux (à qui on accorde toute la place) ont proposé des "tentatives" qui furent "vaines" jusqu'au XVII^e siècle, un "recommencement" qui s'avérait "urgent" en 1627 et une "réorganisation" non moins "urgente" en 1663. Cette réalité, c'est celle de l'humble commerce qui débute au XVI^e siècle, qui s'organise et se développe au XVII^e, qui atteint ses limites d'expansion au début du XVIII^e et force ainsi la population coloniale née artificiellement et qu'il ne peut plus assumer à se chercher péniblement de nouvelles assises économiques dans un climat de rivalités intercoloniales où la bataille est perdue d'avance. Dans cette optique, la coupure chronologique fondamentale dans l'histoire de la Nouvelle-France se situe à la toute fin du XVII^e siècle quand la réalité du comptoir commercial dont l'arrière-pays est devenu gigantesque donne, par son insuffisance, une signification nouvelle à un type de colonie que l'idéal, les missions et la politique ont fait naître arbitrairement et mousser difficilement depuis 1632.

L'approche institutionnelle (au sens très large) constitue de la part de Marcel Trudel une innovation fort louable, surtout

pour une initiation à l'histoire de la Nouvelle-France. Mais il n'est pas inutile d'en rappeler le danger et surtout les limites. Le danger c'est que, même si Trudel intercale, dans la structure chronologique immédiatement après Utrecht, ses chapitres sur les institutions, signifiant par là qu'il entend donner l'image de la Nouvelle-France du XVIII^e siècle et non celle du XVII^e, même s'il prend soin de faire la genèse d'un certain nombre d'institutions, il est à craindre que le lecteur se fasse une idée statique de la Nouvelle-France et surtout qu'il l'étende à toute la période de la colonisation française. Le risque est particulièrement grand pour le contenu des chapitres intitulés: "La société" et "Vie économique, religieuse et intellectuelle". On sait que les instruments, les institutions et la vie économique diffèrent grandement selon que l'on est à la période de Talon ou à celle de Hocquart. Et il y a fort à parier que la société diffère également.

Ce qui pose la question des limites de la description institutionnelle de la Nouvelle-France dans l'état actuel des recherches. On soupçonne que Trudel est forcé ici de s'aventurer plus qu'il ne le voudrait. C'est qu'il lui faut parler un peu de tout. Or si la description territoriale et celle des rouages de l'administration (encore qu'il reste des choses bien obscures du côté du ministère de la marine) ne soulèvent guère de problèmes importants, il n'en est pas ainsi de ce qui touche de plus près la société canadienne, son origine, sa hiérarchie, la mentalité de ses groupes, l'importance des cellules seigneuriales, paroissiales et urbaines, celles des mécanismes de la vie économique, etc. Toute affirmation sommaire est ici sujet à caution, non pas nécessairement parce qu'elle est fausse mais parce qu'elle est désespérément incomplète. On sait par exemple que le récent ouvrage de Harris apporte sur le régime seigneurial une lumière nouvelle qui réduit singulièrement l'importance qu'on attachait jusqu'ici à l'approche juridique de l'institution, laquelle forme l'essentiel des propos de Trudel sur le sujet. Considérer avant tout le seigneur sous l'angle de ses droits et de ses devoirs, ce n'est pas affirmer des faussetés, mais c'est, à la limite, se faire complice d'une énorme méprise. Par ailleurs, les travaux en cours sur la bourgeoisie au XVIII^e siècle ne risquent-ils pas moins de contredire que de détruire, en enrichissant les affirmations voulant que la bourgeoisie n'ait en général "ni l'esprit de classe... ni la mentalité capitaliste et encore moins l'équilibre et le souci d'épargne qui sont la marque de la bourgeoisie française".

On comprendra que pareils commentaires ne visent pas à déprécier l'œuvre, mais à en sonder les inévitables points faibles

dont Trudel reste conscient jusqu'au bout, lui qui met le point final à l'histoire de la Nouvelle-France en affirmant que nous ne la connaissons pas et en proposant aux chercheurs des sujets d'études "d'une grande abondance".

Le plus grave, c'est peut-être que les doutes salutaires et la prudence calculée dont Trudel fait preuve ne soient pas parvenus à toucher Fernand Ouellet qui prend la relève avec un aplomb vraiment étonnant.

Contrairement à Trudel, Ouellet fait partie des historiens "explicatifs" et j'avoue un faible pour ce genre de cerveaux qui, plus que d'autres, contribuent au progrès de l'historiographie en suscitant par leurs explications de nouvelles recherches en profondeur motivées, comme on sait, autant pour confirmer que pour démolir.

Mais il faut admettre que l'historien "qui explique" a aussi ses faiblesses et ses limites. (Je n'insiste pas outre mesure sur l'impair éditorial qui, dans une œuvre collective, l'aboutit à l'historien le plus descriptif que l'on puisse imaginer. On s'interrogera peut-être encore longtemps sur les perturbations de la conquête. Mais il n'y a pas l'ombre d'un doute sur celles que subit le lecteur en passant, en 1760, de Marcel Trudel à Fernand Ouellet). Les limites de Fernand Ouellet ce sont celles de ces postulats de base. Aussi ne fait-il pas figure d'exception parmi les historiens qui visent à l'interprétation même. Une fois qu'on a concédé à ceux-ci l'intelligence, la logique, une bonne dose d'esprit critique et une source abondante de documentation (tous ingrédients qu'on rencontre rarement en mélange équilibré), il reste à faire l'évaluation des fondements de l'édifice qu'ils construisent et qui tiennent moins à l'intelligence et au travail qu'à une hiérarchie des valeurs que ces historiens seraient bien en peine de justifier et que pour les mêmes raisons, il nous est impossible de démolir. Tout au plus pouvons-nous la contester.

Pour Ouellet, c'est visible, le politique et à plus forte raison le constitutionnel sont en disgrâce. Il faut avouer qu'ils ont eu jusqu'à maintenant plus que leur part dans l'historiographie du Canada d'après 1763. On comprend la réaction instinctive d'un historien fort sympathique au mouvement des maîtres français de l'après-guerre qui ont mis à l'honneur l'histoire économique et sociale. Mais trop vive, trop persistante, la réaction anti-politique a de quoi nous mettre mal à l'aise. Un manuel n'est pas, me semble-t-il, qu'une histoire économique et sociale. Qu'on ne s'interroge pas sur la signification du passage du Canada d'une

métropole à une autre, c'est peut-être un moyen excellent de ne pas succomber au "mythe" du traumatisme de la conquête, mais c'est aussi, en même temps que les réponses, sacrifier des questions essentielles à poser. C'est nier l'importance du couple organique colonie-métropole et par conséquent c'est rejeter une dimension, non négligeable a priori, aussi bien de la Nouvelle-France que du British North America. A la limite, ce serait plonger tête première dans le *turnerisme* que Ouellet lui-même réproouve (cf. le premier numéro d'*Histoire Sociale*, p. 158). C'est aussi tenir pour peu de choses le fait que brutalement en 1763 la vallée du Saint-Laurent et ses habitants s'insèrent dans un empire qui contrôle tout le continent nord-américain, qui possède non seulement des mécanismes et des habitudes économiques différentes mais aussi, intimement mêlées les unes aux autres, une religion, une culture, une ethnie différentes. C'est enfin supprimer a posteriori toute la raison d'être des luttes inter-coloniales qui marquent la Nouvelle-France depuis la fin du XVII^e siècle, en faire des conflits gratuits, et indiquer une brisure, absurde celle-là entre les deux régimes, là où pourtant l'on cherche désespérément à établir une continuité.

Cette continuité, il faut louer Ouellet d'en avoir, avec insistance, montré divers aspects : permanence des cadres sociaux : seigneuries, paroisses ; permanence des conditions et des structures du commerce. Mais, pour mettre cette continuité en valeur, non seulement refuse-t-il d'évaluer ce qui a changé mais encore il se fait de la société en Nouvelle-France une image claire et précise qui s'harmonise fort bien, selon la ligne de la permanence, avec celle d'après la conquête, mais qui a le tort de n'être la Nouvelle-France sociale de personne, de Marcel Trudel moins que quiconque.

Il faudrait, dans le chapitre "Le legs de la Nouvelle-France remis à l'honneur", relire toute la partie intitulée "La permanence des structures sociales" pour se convaincre des présuppositions de Ouellet. Il affirme : "Le clergé et les seigneurs laïques *restent* toujours les groupes dominants." Or, quelle recherche a pu permettre d'établir que le clergé de la Nouvelle-France au XVIII^e siècle constituait une classe dirigeante ? Si on se fonde sur le fait qu'il détient "le monopole de l'enseignement, de l'hospitalisation, de l'aide aux pauvres", on tire une conclusion qui dépasse d'emblée les prémisses, car la charité et le service du culte sont rarement les moteurs du prestige social. Si on s'appuie plutôt sur le fait que le clergé possède le quart des fiefs, c'est alors des seigneurs comme classe dirigeante qu'on veut parler.

Mais où trouve-t-on, je le demande, que les seigneurs aient constitué une élite dominante dans la société de la Nouvelle-France ? Nulle part. Et rien encore ne permet de le supposer. Au contraire, les recherches les plus récentes, celles de Harris, celles de Nish tendent plutôt à établir le contraire. Que Ouellet n'en soit pas convaincu, je veux bien. Qu'il morigène amicalement Harris de n'avoir fait qu'une étude géographique du régime seigneurial et de s'être peu préoccupé de la dimension sociale, c'est parfaitement son droit. Qu'il suscite des éclaircissements sur la société de la Nouvelle-France à la veille de la conquête, c'est tout à son honneur. Mais que d'ici là, il prenne pour acquit des hypothèses non vérifiées sur lesquelles il échafaude son interprétation de la permanence, voilà qui risque fort de lui attirer l'accusation de se faire une petite Nouvelle-France à soi (qui ne vaut guère mieux que la Nouvelle-France de l'âge d'or) et l'avertissement qu'un jour la structure de son "explication" pourrait bien s'écrouler faute d'assises solides.

J. B.

— II —

L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE
JUSQU'EN 1867

La seconde partie du volume traite de l'Amérique du Nord britannique jusqu'en 1867. P. G. Cornell décrit la naissance et le développement des établissements britanniques dans les Maritimes. Les sections sur Terre-Neuve, l'Ile-du-Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse nous paraissent particulièrement denses (faits, interprétations), sur les plans politique, économique et social. Peut-être à cause de la complexité même de la matière, les pages consacrées au Nouveau-Brunswick, province bigarrée de sous-régions et de populations diverses, sont plus floues et confuses. En gros, avant la Confédération, toutes ces provinces évoluaient chacune de leur côté vers une autonomie de plus en plus grande dans l'empire. "They were, if taken as a single unit, the fourth-ranking merchant-shipping country in the world" (p. 122). D'où les difficultés pour les englober dans la Confédération. Cornell sous-estime, à nos yeux, la concurrence américaine aux Antilles et amplifie la maturité politique de la Nouvelle-Ecosse. Divers auteurs, dont Morton, dans *The Critical Years*, ont analysé la corruption et la mesquinerie politiques qui sévissaient dans cette région. La phrase suivante, à propos de l'Ile-du-Prince-Edouard, relève-t-elle d'une recherche historique précise ou de considérations idéologiques: "...there is little evidence that continued independent colonial status would have

brought great benefit in the course of many years" (p. 138). D'aucuns se demandent si la Confédération a véritablement avantagé les Maritimes.

Outre une carte excellente de la colonisation dans cette région, la section sur le Haut-Canada, également de Cornell, donne lieu à des développements très éclairants, en particulier sur les progrès de l'agriculture et du commerce, sur les problèmes des communications et l'aiguillon de la concurrence américaine. Mais la crise politique de 1837 surgit un peu inopinément : on voit mal sa préparation, d'autant plus que l'auteur conteste l'existence et l'opposition auparavant de deux partis. Il a beau glisser sur le Family Compact¹ et les problèmes religieux, s'étendre davantage sur la crise économique, nous demeurons sur notre faim en ce qui a trait à l'origine, la préparation et l'enclenchement des troubles, à la fois politiques et sociaux. L'ensemble accroche toutefois l'attention et renseigne.

Les chapitres sur les années 1850-1867 nous ont déçus. Hormis les passages clairs et concis sur la formation des partis, la spécialité même de Cornell, ils analysent de façon décousue, inégale et parfois superficielle, les grandes causes de la Confédération, la menace américaine, militaire et économique ; les problèmes économiques et particulièrement l'avenir des chemins de fer ; le besoin d'annexer l'Ouest ; la crise politique. Cornell consacre presque 4 pages à la seule année 1858. Il n'y a pratiquement rien sur l'élaboration prochaine de la constitution. L'ensemble n'apporte rien de neuf. Tout au plus l'auteur insiste-t-il trop, à notre avis, sur le bilan positif des chemins de fer avant 1867 — aurons-nous un Fogel canadien pour le contredire ? — et de l'immigration, bien qu'il escamote un peu le problème de l'hémorragie vers les Etats-Unis. Quant au monde des affaires, des recherches préliminaires effectuées au Musée national sur les douze principaux hommes d'affaires de Montréal, à la veille de la Confédération, démontrent leurs divisions et même l'indifférence de plusieurs vis-à-vis cette question essentielle : la logique économique que nous leur attribuons volontiers, aujourd'hui, serait-elle grandement exagérée ? D'autre part, le chapitre de Jean Hamelin ("The Birth of the Dominion of Canada") répète en d'autres mots les propos de Cornell et n'ajoute rien, sinon une esquisse "supersonique" (1 page) des principes et du contenu de l'AANB. "L'esprit de 1867" souffle ailleurs qu'ici ! Les deux

¹ Cornell semble se rallier en partie au renouveau de l'interprétation *tory* dans le Haut-Canada. Voir, par exemple, l'introduction de Edith G. Firth, dans son volume, *The Town of York, 1815-1834* [...] (Toronto, 1966).

paragraphes sur le partage des pouvoirs pèchent par d'étranges ambiguïtés et omissions. Les pouvoirs du gouvernement fédéral ne sont pas "precisely listed" (p. 265) dans l'énumération de l'art. 91: celle-ci n'est qu'*illustrative*. Outre le droit de veto et celui de recourir à tous les impôts, le pouvoir central jouit encore du pouvoir général de législation, des pouvoirs résiduels, du droit de créer une cour suprême et de la priorité dans les pouvoirs concurrents (immigration, agriculture): fondement évident, dans l'esprit des Pères,² de la suprématie fédérale sur les gouvernements "quasi-municipaux", i.e., les provinces. Est-ce bien par logique financière que les "fédéralistes" ont permis aux provinces de lever des impôts directs? N'est-ce pas plutôt parce qu'ils croyaient que jamais les provinces n'oseraient y recourir? A notre avis, cette partie sur les années 1860 et l'AANB, au cœur même de l'émergence d'un Canada continental, est la plus faible du volume. Et pourtant, les études surabondent à ce propos.

Fernand Ouellet a rédigé les chapitres sur le Québec (1760-1840) et les débuts du Canada-Uni. Il serait inutile de chercher ici une trame événementielle ou une chronologie, non plus qu'un "état de questions" nuancé et un éventail des hypothèses actuelles de travail — ce que sont, à des degrés divers, les autres parties de ce volume. Il s'agit essentiellement de l'exposé d'une thèse, d'une vaste explication globale, d'un résumé en somme des grandes lignes thématiques de son *Histoire économique et sociale du Québec* sans l'appareil quantitatif. On y trouvera, et c'est là sa principale utilité, la meilleure introduction à la pensée de Ouellet. Les disciples continueront à adorer sans mélange; les adversaires, à tout fustiger. L'historien qui veut demeurer ouvert et critique s'en trouve quitte pour un long travail de réflexion et de tri, à cause même de la densité et du caractère idéologique de l'ensemble. On ne saurait pratiquer ici cette chirurgie délicate et fort longue. Et à vrai dire, mieux vaudrait entreprendre enfin un véritable compte rendu critique de l'*Histoire économique et sociale*. Nous nous contenterons de souligner brièvement certains développements particulièrement convaincants et de soulever des points d'interrogation sur des questions de faits, des interprétations et des omissions.

Comme dans son *Histoire*, l'A. connaît et cerne mieux les réalités après 1820. Et ici, il faut reconnaître qu'il a évolué:

² Certains, comme Macdonald, étaient même convaincus de la disparition rapide des provinces et de leur absorption dans le gouvernement fédéral (v.g. voir Creighton, *The Road to Confederation* [...] (Toronto, 1964), 165).

moins exclusiviste vis-à-vis les autres, il a affiné ses propres thèses. Sa reconstitution des événements et des causes culminant dans la rébellion de 1837, est brillante et solide: convergence des crises agricole, démographique et économique ainsi que des querelles nationales, politiques et sociales. L'ultimatum de Russell, explique-t-il, acculait les Canadiens à la capitulation ou à la révolte. Dans le contexte, ils ne pouvaient opter que pour un soulèvement. Celui-ci a échoué, selon l'A., non à cause de son impréparation, mais par suite de l'absence de leadership réel de la part des chefs canadiens. L'A. dégage bien les buts aristocratiques derrière la constitution de 1791, le caractère primitif des techniques agricoles des Canadiens, certains aspects de la pensée des chefs parlementaires et du *Canadien*, vers 1805-1810, les objectifs de l'Union (assimilation des Canadiens, réformes économiques et sociales), la coïncidence des divisions ethniques et sociales (p. 176),³ l'évolution générale de l'économie durant toute la période.

Il faudrait compiler un véritable catalogue s'il fallait mentionner tous les points à discuter dans cette étude... autre qualité essentielle de l'ouvrage, soit celle de susciter des remises en question. Tout comme dans l'*Histoire*, les chapitres sur les années avant 1815 comportent de sérieuses faiblesses au domaine de l'information. Quelques tableaux, notamment celui sur le nombre des commerçants canadiens et britanniques en 1769 et 1770, ne signifient absolument rien, car on ignore leurs catégories et surtout l'importance de leurs capitaux. Vingt traiteurs médiocres valent-ils mieux que cinq marchands soutenus par le crédit métropolitain? Et d'ailleurs "l'Ecole de Montréal" — bloc genre-traumatisme-de-la-Conquête-et-cataclysme-subit — s'avère un être de raison fort utile pour esquiver des problèmes cruciaux. Si les structures économiques et politiques n'ont guère changé avant la fin du XVIIIe siècle, qui niera que les Britanniques ont remplacé les Canadiens à la tête de ces structures, phénomène capital à nos yeux. Comment les Canadiens ont-ils pu disparaître, en moins d'une génération, de ces structures stables auxquelles ils auraient été si habitués? Si, avant 1760, l'Eglise possédait un quart des seigneuries, après la Conquête, les Britanniques occupèrent le Collège des Jésuites et s'emparèrent de leurs biens en 1799. D'ailleurs, sur l'Eglise, des clichés trop simplistes, v.g. refus de toute innovation, laissent dans l'ombre les problèmes réels et concrets: l'inexistence légale de cette Eglise, avec toutes

³ Affirmation normale d'une évidence, mais qui valut pourtant une algarade à celui qui la soutint à la Société historique, en 1967.

les conséquences que pareille situation implique; les efforts de l'Etat pour l'assujettir à la prérogative royale avant 1812; l'insuffisance du nombre de prêtres et de leur formation; l'immensité du diocèse et les projets de le morceler; etc. Rien ici sur l'Eglise anglicane, son développement, ses conflits avec l'Eglise catholique. Rien des nombreux projets d'assimilation qui surgissent continuellement à partir de 1763 jusqu'en 1810. Rien sur les conséquences de la guerre de 1812 sur les objectifs non économiques des Britanniques (plusieurs songent à la subordination et non plus à l'assimilation des Canadiens) et sur ceux des Canadiens (début d'idée fédérale, remise à plus tard des projets séparatistes). Rien ou presque rien sur les constitutions de 1763 et de 1774. Rien sur le gouvernement de Hamilton, l'un des chefs les plus clairvoyants du parti britannique, ni sur l'espoir du gouvernement anglais de voir les Canadiens s'assimiler d'eux-mêmes à la suite de l'Acte constitutionnel (1791). Rien sur les rivalités entre aristocrates et professionnels canadiens-français, bien avant 1791, ni sur le mouvement démocrate très actif dans les années 1780.⁴ Rien sur les espoirs des marchands canadiens de faire passer par Montréal et le Saint-Laurent les importations et les exportations du Nord-Ouest américain. Rien sur le mauvais fonctionnement du système judiciaire, sur le pourrissement des lois françaises, sur l'organisation de la police, des services sociaux, de l'urbanisme. Une erreur de fait paraît particulièrement grave car elle donne prétexte à une interprétation abusive liée à une mauvaise récolte: en 1805, les marchands britanniques n'ont pas fait voter une loi taxant les terres; ce sont les Canadiens qui ont passé une loi frappant le commerce, et ceux qui ont rouspété au premier chef, ce sont les marchands, et non les habitants.

Il serait intéressant également de discuter et de nuancer les affirmations de l'A. relativement à la crise constitutionnelle,

⁴ Ouellet se rallie à la plus vieille tradition britannique à ce propos: les Britanniques auraient enseigné aux Canadiens comment utiliser une Assemblée; ceux-ci ne se seraient éveillés que dans les années 1800 et alors seraient apparus les partis, le nationalisme, etc. Il faudrait ici de longs développements et la thèse de Pierre Tousignant sur l'élaboration de l'Acte constitutionnel disposera de cette interprétation traditionnelle. Pour notre part, nous nous contenterons de citer un texte ironique des représentants canadiens, à la suite d'une rencontre avec des Britanniques à propos d'une Chambre d'Assemblée: ces gens comme "toute l'Angleterre" sont "dans la ferme persuasion que les Canadiens qui sont accoutumés à un gouvernement despotique, sont dans la résolution d'y continuer et qu'ils ne souhaitent rien tant que d'être gouvernés sans être consultés" (rapport des délégués canadiens, 1773, APQ, AP-A.).

réduite à des dimensions minuscules, à la prétendue pauvreté des professionnels, du moins avant 1812, à la prétendue obsession des Canadiens de cette époque contre le capitalisme et à leur "mentalité d'Ancien Régime", aux causes de la crise sous le gouverneur Craig, à celles de la neutralité des Canadiens en 1775-1776, etc. Il serait injuste, pour les années après 1820, d'accuser Ouellet d'ériger l'économie en facteur unique là où les "anciens" privilégiaient le facteur politique, mais l'on constate que le politique et le culturel sont pratiquement inexistants dans les premiers chapitres. En outre, un disciple des maîtres mêmes de Ouellet, en particulier de Labrousse, ne saurait suivre l'A. dans sa tentative infructueuse de relier chaque soubresaut politique et social à une mauvaise récolte. C'est là une systématisation qui affaiblit justement la cause qu'elle prétend servir, à savoir l'influence indubitable de l'économie dans le comportement de la société globale. Ainsi, un mouvement à la baisse de longue période engendre un mécontentement qui, si d'autres causes se trouvent réunies (politiques, sociales, ethniques ici, idéologiques), conduit à des bouleversements et à des révolutions. Ni une crise brusque ni même l'économie à lui seul ne suffisent à expliquer une convulsion globale. D'autre part, l'insistance sur un lien presque automatique entre une mauvaise récolte, chose fort normale, et l'agitation politique et sociale, aboutit en pratique à certaines absurdités (une agitation qui a lieu à l'hiver, à l'Assemblée, ou au début de l'été, aux élections, et une mauvaise récolte qui suit à l'automne !), à la fabrication de crises ou à l'ignorance de contestations non moins réelles en années de prospérité. Dernier point capital, ainsi que le soulignait Labrousse lui-même à un récent colloque⁵, la prospérité tout autant que la stagnation économique peut contribuer à déclencher une crise sociale, politique, etc. Et à notre avis, la lutte ethnique à travers des conflits politiques, économiques, sociaux, religieux et idéologiques, dans les années 1805-1812, s'accroît de façon marquée dans un climat de prospérité et non à cause d'une crise agricole encore inexistante. Bien sûr, chaque génération crée ses mythes. Il est trop tard pour ressusciter ceux qui jumèlent automatiquement une contestation et une mauvaise récolte ou bien la paix sociale et la prospérité.

J.-P. W.

⁵ Colloque sur l'abolition de la féodalité, à Toulouse, du 12 au 17 novembre dernier.

— III —

L'immensité, la diversité (géographique, économique, sociale et ethnique) de même que la structure fédérale du Canada compliquent singulièrement la tâche de l'historien qui veut décrire et expliquer l'évolution de ce pays depuis un siècle. Face à cette réalité multiforme et complexe, les A. de *Unité et Diversité* ont choisi "a regional approach" qui permet de mieux saisir la diversité du pays par opposition à un "centralist outlook" qui tend à identifier l'histoire du Canada à celle des provinces centrales.¹

Même si nous sommes convaincus de la nécessité absolue des études régionales pour mieux comprendre l'entité Canada cela ne veut pas dire que nous acceptons d'emblée le plan suivi par Cornell et Hamelin pour nous présenter la période 1867-1929. En effet, la juxtaposition de cinq études régionales — même bien faites — suivies de quelques chapitres qui traitent de la politique fédérale nous paraît très contestable.

Le plan choisi par les A. implique nécessairement beaucoup de répétitions, de même que le morcellement excessif de plusieurs thèmes importants (affaire Riel, écoles du Nouveau-Brunswick, relations fédérales-provinciales, etc.).

Si les auteurs avaient coordonné leurs récits ils auraient pu réduire un peu cet aspect fort ennuyeux. Un effort concerté de leur part les aurait peut-être amenés à fournir au lecteur des données permettant d'établir des comparaisons entre les différentes régions... En tout cas, on ne lirait pas sous la plume de Cornell: "En 1867, l'Ontario est la région la plus peuplée du Canada. Elle compte 1,500,000 habitants, soit le tiers de la population canadienne" (397) et sous celle de Hamelin: "Construire un Dominion transcontinental, n'était-ce pas là un objectif qui dépassait les forces d'un peuple hétérogène, composé de 3 millions d'habitants?" (419)

Après avoir lu les chapitres de Hamelin sur l'Ouest et ceux de Cornell sur la C.B. et les provinces de l'Atlantique nous sommes tentés de reprendre à notre compte l'opinion émise

¹ Cf. La préface de Kilbourn dans l'édition anglaise, p. XI. Nous ferons remarquer, que pour certains Canadiens français qui croient que le Canada est formé de DEUX nations, le "centralist outlook" veut dire surtout que tout est interprété en fonction d'Ottawa conçu comme le centre politique de LA NATION.

récemment par G. L. McGowan de l'Université de Moncton qui écrivait: "On pourrait exprimer le regret qu'un historien des Maritimes n'ait pas rédigé l'histoire de sa région, de même que pour l'Ouest."² Les A., malgré leur bonne volonté et leur talent, n'arrivent pas à dégager de l'amoncellement de faits et de dates une image vivante de ces régions ni à nous communiquer leur point de vue. Leur récit est froid et sans profondeur. Nous aurions aimé que les A. ne perdent jamais de vue qu'ils écrivaient pour tous les Canadiens.³ Ceci aurait dû les amener à mettre en relief et à approfondir les questions susceptibles d'intéresser un aussi vaste public.

Ainsi, comme les Maritimes et l'Ouest se plaignent constamment d'être exploités par les provinces centrales et que celles-ci rétorquent qu'elles sont les vaches à lait du pays, il y aurait eu avantage à approfondir sérieusement la question. De même le "séparatisme" de la N.-E. en 1886 qui mériterait d'être étudié de plus près; on devrait nous donner les principaux arguments des libéraux et de leurs adversaires et ensuite nous expliquer pourquoi Fielding, malgré l'appui de l'électorat, n'a pas tenté de sortir de la Confédération. De même, pour les relations de T.-N. et du Canada en général et de l'affaire du Labrador en particulier, etc.

Cornell et Hamelin nous paraissent beaucoup plus à l'aise pour décrire l'Ontario et le Québec. Les A. — et en particulier Hamelin — ont été fortement influencés par la pensée de Bourassa et cela marque profondément leur interprétation de l'histoire du Canada. Si Hamelin simplifiait moins la pensée de Groulx il s'apercevrait que ce dernier est un disciple du fondateur du *Devoir*.

Dans le premier tiers du vingtième siècle, la rhétorique de Bourassa a peut-être moins d'importance que la révolution industrielle qui déferle sur le Québec. Nous aurions aimé que Hamelin, qui excelle en histoire économique et sociale, insiste davantage sur le sujet. Cette partie du volume se termine par trois chapitres de Hamelin qui essaie de dégager une vue d'ensemble de la politique fédérale de la Confédération au Statut de Westminster.

L'A., comme il convient, accorde une grande importance aux "politiques nationales" de Macdonald et de Laurier. Il adhère

² *Bulletin de liaison de la Société des Professeurs d'Histoire du Québec* (oct. 1968) : 13.

³ Cf. l'avant-propos de M. Trudel dans l'édition française.

avec une inébranlable conviction à l'interprétation nationaliste traditionnelle. Les critiques pertinentes de Dales⁴ et de quelques autres de même que le "regional approach" des chapitres précédents pourraient justifier de sérieuses réserves quant aux vertus politiques et économiques de ces "national policies": colonisation de l'Ouest, chemin de fer, tarif.

L'histoire proprement politique paraît quelque peu négligée surtout vers la fin de la période étudiée. On peut s'étonner, par exemple, du peu d'espace accordé à un homme politique aussi important que Meighen.

Malgré tout l'intérêt que peuvent présenter les cinq études régionales, nous restons convaincus que dans un *MANUEL* qui a pour objet "de réunir tout ce qu'un Canadien doit savoir aujourd'hui du passé de son pays"⁵, on devrait intégrer l'*ESSENTIEL* de l'histoire du Canada en un tout cohérent, unifié et bien structuré.

Dans la dernière partie: Le Canada depuis 1931, les A. optent pour une structure Canada-Québec qui assure une meilleure unité au récit. Cornell nous présente la crise dans le monde puis au Canada. Le régime Bennett est fort bien analysé, mais le régime libéral de 1935 à 1939 n'a droit qu'à un paragraphe et c'est regrettable. Ensuite, l'A. étudie la crise dans chacune des régions et ce serait l'endroit tout indiqué pour y insérer le cas de Terre-Neuve et du Québec. L'A., généralement très pondéré dans ses appréciations, se laisse un peu emporter lorsqu'il traite de Hepburn.

Notre statut particulier nous vaut un chapitre de Ouellet sur la crise au Québec. La crise déclenche une réaction nationaliste puisque "le problème social se double d'un problème ethnique". L'idéologie nationaliste, "à la poursuite d'objectifs irréalisables" (493) ne peut évidemment qu'échouer à résoudre les problèmes de la crise !

On a confié à Cornell la lourde tâche de décrire en quelque 35 pages le Canada et le Québec depuis 1945. L'A. s'en tire honorablement. Il nous semble cependant qu'il n'insiste pas assez sur deux problèmes fondamentaux: 1) la domination économique et jusqu'à un certain point politique et culturelle, des Etats-Unis

⁴ John Dales, *The Protective Tariff in Canada's Development* (Toronto, 1966).

⁵ M. Trudel, avant-propos de l'édition française.

sur le Canada; 2) sur ce qu'il est convenu d'appeler la "crise canadienne".

R. D.

Conclusion

Malgré ses qualités indiscutables, malgré l'apport de quatre spécialistes compétents, nous craignons fort que ce volume ne supplante pas d'autres manuels, anciens et nouveaux (v.g. McInnis, celui du Boréal Express). En effet, utile pour susciter la discussion, pour présenter des aperçus thématiques, il lui manque par ailleurs une certaine unité et une certaine cohérence indispensables à un manuel. En outre, la charpente chronologique s'avère fortement déficiente dans certaines parties.

HAMELIN, Jean, *Economie et société en Nouvelle-France*. Les Cahiers de l'Institut d'histoire, no 3. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1968 (2e édition). 137 pages. \$4.00.

Depuis sa parution en 1960 *, ce petit livre s'est trouvé au cœur des débats qui accompagnent le renouvellement de l'historiographie de la Nouvelle-France. Par sa méthode, son contenu et ses implications variées, ce livre se situait sous le signe de la nouveauté. Aux préoccupations politiques traditionnelles, l'auteur substituait une approche à la fois économique et sociale qui, selon son expression, ne devait tout au plus soulever qu' "une collection d'hypothèses et de points d'interrogation". En fait l'auteur est allé plus loin qu'il ne le dit et son enquête constitue une première prise de vue essentielle dans laquelle les hypothèses de travail s'appuient sur un ensemble d'acquis importants. Cette approche originale impliquait un effort pour exprimer le développement en termes quantitatifs, en utilisant les livres de comptes privés, les recensements, les rapports sur les importations et les exportations, les séries d'archives relatives aux gens de métier. Il est évident, comme le dit l'auteur lui-même, que ces séries ne reflètent pas tous les aspects de la vie en Nouvelle-France; mais elles suffisent à dessiner un cadre général permettant d'aborder de façon plus rationnelle qu'on ne l'avait fait auparavant, l'économie et la société de la Nouvelle-France. Cette exploration pratiquée hors les postulats idéologiques tradi-

* NDLR. Nous signalons à nos lecteurs l'analyse faite de ce livre par l'économiste Pierre Harvey, parue dans *l'Actualité économique*, 37e année, no 3 (oct.-déc. 1961) : 537-548, sous le titre "Stagnation économique en Nouvelle-France".